



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_097

FONCIER - PROJET D'HABITAT INDIVIDUEL - RUE MATISSE - DELIBERATION DE DESAFFECTATION - AUTORISATION

Monsieur Thierry GOUMENT, Conseiller Municipal délégué- La société Optia porte le projet d'habitat individuel situé Rue Henri Matisse à Montivilliers, sur une emprise foncière cadastrée section CB n°394, 395, 396 et auxquelles s'ajoute la parcelle cadastrée section CB n°393, actuellement intégrée au domaine public communal.

Ce projet a fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme, permis d'aménager n° 76 447 25 C 0002 délivré le 27 juin 2025, dont l'objet est la réalisation de huit lots.

Dans le cadre de la réalisation de ce projet, la société Optia souhaite donc contractualiser l'acquisition de la parcelle cadastrée section CB numéro 393 auprès de la Ville de Montivilliers.

Conformément aux dispositions du Code Général de la propriété des personnes publiques, la désaffectation et le déclassement sont obligatoires avant aliénation d'un bien immobilier du domaine public.

La présente délibération a pour objet de constater la désaffectation de la parcelle CB n°393, dont l'usage du public a cessé en raison de la configuration des lieux, à savoir, une bande de terrain arborée de haute futaie, séparant les terrains de tennis sis sur la parcelle cadastrée section CB n°392 et la parcelle cadastrée section CB n°396.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2241-1 ;

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L. 2141-1 et L. 3211-14 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le rapport de M. Thierry GOUMENT, Conseiller Municipal délégué en charge de l'Urbanisme et du Patrimoine immobilier ;

VU la commission municipale n°3 « Cadre de vie et transitions écologiques » réunie le 28 mai 2026, consultée ;

CONSIDÉRANT

- Que la parcelle cadastrée section CB n°393 située rue Henri Matisse à Montivilliers, est actuellement intégrée au domaine public communal ;

- Que la société Optia a obtenu une autorisation d'urbanisme dont un permis d'aménager en date du 27 juin 2025, pour la réalisation d'un projet d'habitat individuel notamment sur cette emprise en sus des parcelles riveraines ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Que conformément à l'article L.2141-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, la fin de l'usage direct par le public induit sa désaffectation ;
- Que la parcelle n°393, n'est plus à l'usage du public, par son caractère arboré de haute futaie, justifiant sa désaffectation ;
- Que la société Optia souhaite procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section CB n°393.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **De prononcer la désaffectation de la parcelle cadastrée section CB n°393 ayant une contenance totale de 199 mètres carrés, situé Rue Henri Matisse en raison de la cessation de son usage public ;**
- **D'autoriser Monsieur Le Maire à signer tous documents nécessaires à la finalisation de ce dossier.**

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 30

Contre : 0

Ne participe pas au vote : 2

Gilles LEBRETON, Aurélia JOPEK

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr